

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse**

Band (Jahr): **23 (1943)**

Heft 1

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

der Untertitel: Drei tausendjährige Städte im Berner Jura ist irreführend. Keine der drei Städte ist als Stadt Tausend Jahre alt, sondern alle drei sind wesentlich jünger. Auch die übrigen historischen Angaben entbehren vielfach der Klarheit und Bestimmtheit. Ein derartiger gemeinverständlicher Text sollte aber doch in erster Linie wissenschaftlich einwandfrei sein. Zu seiner Abfassung gehört eine eingehende Beschäftigung mit der Geschichte jeder einzelnen Stadt. Nur so kann man sie als lebendiges Gebilde richtig erfassen und würdigen. Auch hier fehlen im weitem Stadtpläne, die sehr aufschlußreich und hilfreich wären und dem Zwecke des Heftes gut dienen würden.

Einzelbesprechungen. — Comptes rendus.

ISO MÜLLER, *Disentiser Klostersgeschichte*, Erster Band: 700—1512, Einsiedeln, Köln, Benziger & Co., 1942, 284 p. in-8°, ill.

L'abbaye de Disentis, de l'ordre de Saint Benoît, a trouvé, en la personne d'un de ses religieux, le Père Iso Müller, un historien aussi profondément attaché à son monastère que formé aux meilleures méthodes de la science. Après plus de dix années de recherches et d'études préparatoires, le Père Iso Müller a pu mettre la dernière main à une histoire de l'abbaye. Le premier volume qui vient de paraître, est consacré aux années 700 à 1519.

La *Klostersgeschichte* de Disentis est une œuvre remarquable, clairement écrite, élégamment illustrée et imprimée. L'auteur a construit sur son propre travail critique; il a donc pu se dispenser de trop longues démonstrations; il a exposé les résultats auxquels il est arrivé; mais il a fait suivre chacun de ses sept chapitres de notes substantielles où se trouvent toutes les références utiles, augmentées, le cas échéant, de nouvelles preuves. Il a rassemblé et utilisé tous les documents qui intéressaient Disentis et lorsqu'on songe que les archives du couvent ont été détruites, on ne peut qu'admirer une reconstitution aussi patiente et aussi complète.

Le Père Iso Müller a voulu faire revivre Disentis sous tous ses aspects, l'aspect religieux tout d'abord, mais aussi l'aspect politique et économique. Il a restitué à l'abbaye ses œuvres, ses manuscrits, sa liturgie, ses églises et ses édifices conventuels. Les sept chapitres de son livre correspondent à de grandes périodes d'histoire: les origines, 700—750, le monastère carolingien, le Lucmanier et l'ascension du 10 au 12^{me} siècle, l'apogée féodale, la dépression du 13^{me} au 14^{me} siècle, la fondation de la Ligue grise par les abbés rhétiques, 1367—1448, la fin de l'époque féodale sous les abbés souabes. De tous les faits qu'il a décrits dans cette suite chronologique, l'auteur a dégagé les caractères dominants d'une histoire qui n'est pas que locale, mais qui appartient à la politique et à la culture de la Suisse dans son ensemble.

Le répertoire et les pièces annexes du volume (tableaux généalogiques, séquences et hymnes du 9^{me} au 15^{me} siècle, calendrier liturgique du 12^{me}

siècle, listes des moines de 750 à 1512) ajoutent à l'agrément du récit une documentation précieuse.

Pour les origines, le Père Iso Müller a repris, résumé et parfois mis au point, ses travaux antérieurs. Le « praeses » Victor, meurtrier du martyr Placide, lui-même ami du premier ermite de Disentis, Sigebert, devient, avant 744, le bienfaiteur de l'église qui contient les tombeaux des deux saints. Son fils, Tello, évêque de Coire, augmente en 765 le domaine du monastère. L'abbaye bénédictine, issue des colonies monastiques de Saint Pirmin doit sa véritable fondation et sa première organisation, vers 750, à l'évêque Ursicinus. Au milieu du 10^{me} siècle, le monastère est détruit par les Sarrasins; mais les reliques des saints et le trésor ont été mis à temps en lieu sûr, à Zürich. L'église dédiée à saint Martin est la première reconstruite; lorsque la *Passio Placidi* du 13^{me} siècle, parle des chevaux logés dans les ruines d'un sanctuaire ruiné et trouvés morts, il est possible que cet épisode se rattache au passage du Lucmanier par Oton 1^{er} en 965.

Grâce au Père Iso Müller, toute cette relation des débuts de Disentis est désormais débarrassée des anachronismes et des contradictions de la tradition. Elle n'est point exempte d'hypothèses, mais plausibles et vraisemblables. En 1932 (R. H. S., t. 12, p. 501—502), j'avais présenté à ce sujet une réserve: le bréviaire de Disentis du 12^{me} siècle donne à Sigebert comme à Placide la qualité de martyrs; il contredisait ainsi la tradition épurée par le Père Iso Müller; celui-ci peut me répondre aujourd'hui (p. 107—108), avec Dom Germain Morin, que les leçons du bréviaire sont tirées d'une homélie de saint Maxime de Turin; elles n'ont donc pas d'autre signification que liturgique. Ainsi la démonstration du savant bénédictin se fortifie.

L'histoire de Disentis est dans une dépendance étroite de celle des cols et des routes des Alpes. Au 11^{me} et au 12^{me} siècle, l'abbaye doit lutter pour son immunité impériale et son indépendance à l'égard de l'évêché de Brixen. Mais l'intérêt que revêt pour les Hohenstaufen la route du Lucmanier lui est profitable. En 1154, l'empereur Frédéric 1^{er}, sur la base d'une charte fausse, l'enrichit des dépouilles des comtes de Lomello jusqu'au sud du Monte Ceneri. Au 13^{me} siècle, l'abbaye est à la tête d'une seigneurie importante dans la haute vallée du Rhin et l'Urseren.

L'ouverture de la route du Gothard établit un nouveau courant d'échanges et d'influences. Urseren devient une avouerie impériale et les liens qui l'unissent à Disentis se détendent. Aussi, au début du 14^{me} siècle, est-ce grâce à Uri que l'abbaye de la Surselva peut maintenir sa situation sur la haute vallée de la Reuss; elle se trouve ainsi en relations d'amitié avec les Waldstaetten.

Dès le milieu du 13^{me} siècle, la « communitas » du domaine abbatial, de même que les familles de « ministériaux » de l'abbaye tiennent une place importante dans les institutions de la région. Ainsi se prépare l'union des seigneurs et des sujets, qui donnera leur caractère aux ligues rhétiques.

Les abbés de Disentis ont eu le grand mérite, non seulement d'accepter, mais de prendre la tête de ce mouvement fédératif qui s'exprime par le Pacte d'Ilanz du 14 février 1395 et qui aboutit à la constitution de la Ligue grise à Truns, le 16 mars 1424.

De 1449 à 1512, les abbés souabes ont continué l'œuvre des abbés issus de familles autochtones. En 1401, l'abbaye et la communauté ont acheté l'avouerie aux comtes de Werdenberg-Heiligenberg. En 1499, l'abbé a soutenu les gens de la Ligue grise engagés dans la guerre de Souabe. L'abbaye demeure le centre religieux et politique, l'abbé, le seul seigneur féodal important du Rhin supérieur. Alors que dans les Ligues rhétiques, les seigneurs laïques perdent partout du terrain, les seigneurs ecclésiastiques, l'évêque de Coire, l'abbé de Disentis, maintiennent leurs positions. Disentis est pour tous les Grisons un sanctuaire et un lieu de pèlerinage.

C'est dans ce cadre d'une histoire plus générale que prennent place les annales du monastère des saints Placide et Sigebert. Le Père Iso Müller les a écrites avec le soin et l'érudition que réclamait cette entreprise. Il a mis en pleine lumière l'action religieuse, politique et civilisatrice de son abbaye. Son livre est en même temps qu'un acte de piété, une belle leçon d'histoire pour tous les Suisses.

Genève.

Paul-E. Martin.

GUSTAVE AMWEG, *Les Arts dans le Jura bernois et à Bienne*. Tome second: Arts appliqués. Chez l'auteur à Porrentruy 1941. Mit 235 Abbildungen im Text und 15 Tafeln, davon 8 farbig.

Seinem ersten Bande über die Architektur, die Skulptur, die Malerei, die Graphik und die Medaille im Berner Jura läßt Gustav Amweg, der ehemalige Bibliothekar der Kantonsschule in Pruntrut, einen zweiten über die angewandte Kunst folgen. Gleich jenem enthält auch der neue eine Fülle von interessanten Angaben über viele teils sehr wichtige Denkmäler und Künstler aus einem verhältnismäßig noch wenig erschlossenen und daher oft viel zu wenig beachteten Gebiet.

Ehe Amweg auf das eigentliche Thema seines Buches eintritt, schaltet er noch einige Nachträge zum früheren Bande ein. Für den Abschnitt über die Baukunst notiert er u. a. eine Nachricht aus den Hofrechnungen, daß der bedeutsame Architekt Giovanni Gaspare Bagnato, dessen Werk bisher noch längst nicht genügend gewürdigt worden ist, eine neue Residenz für den Fürstbischof entworfen habe. Im Kapitel über die Plastik erinnert er namentlich an das große Kruzifix des Berner Historischen Museums, das von der Vorburg bei Delsberg stammt, und an das noch großartigere ähnliche kleine Kruzifix aus Courrendlin im Basler Historischen Museum, das in seiner ergreifenden Pathetik an die Kunst des Mathias Grünewald gemahnt. Bei den Malereien kommt er nochmals auf die Wandgemälde in der kleinen Kapelle von Chalières bei Moutier zu sprechen, die er einst auf Grund des Gutachtens des eidgenössischen Experten ins 13. Jahrhundert

datiert hatte: er schließt sich den Ausführungen des Unterzeichneten an, der in ihnen ein wichtiges Denkmal aus der Zeit des Kaisers Heinrich II. (1002—1024) nicht nur in der Schweiz, sondern in der Kunst jener Epoche überhaupt erkannte.

Das erste Kapitel des zweiten Bandes ist der Schreinerkunst gewidmet. Er signalisiert eine große Zahl von Truhen, Trögen, Kasten, Sekretären, Kommoden, Bücherschränken, Tischen und Stühlen, die erlauben, eine gute Vorstellung von den Möbeln des jurassischen Gebietes, des ehemaligen Bistums Basel zu gewinnen. Wie im früheren Bande und auch in allen folgenden Abschnitten fügt Amweg eine alphabetische Liste der Künstler hinzu, welche im Jura tätig und ansässig gewesen sind; unnötig zu sagen, daß auch diese Angaben von größtem Nutzen sind. Merkwürdig ist indessen, daß Amweg den bedeutendsten Schreiner des Bistums, Franz Pergo, eigentlich Parregod, aus Grandfontaine bei Pruntrut, der am Ende des 16. Jahrhunderts in Basel tätig war, offenbar übersehen hat.

Auf die Möbelschreinerei folgt die Goldschmiedekunst. Dieses Kapitel hebt gleich mit einem der unerhörtesten Stücke an: dem Stab des hl. Germanus aus Moutier, heute in der Pfarrkirche zu Delsberg. Die goldene, mit Zellenschmuck und Filigran verzierte Krümme aus dem 7. Jahrhundert erscheint in einer vorzüglichen farbigen Abbildung. Noch nicht konnte dem Verfasser die interessante Vermutung von Prof. Dr. Hans Georg Wackernagel bekannt sein, nach der diese ganz besonders kostbare und seit alters berühmte Reliquie des Basler Bistums als Zeichen in das Wappen des geistlichen Fürstentums übernommen worden wäre, wir daher in ihr das noch bestehende, konkrete Urbild des Baselstabs erkennen dürften. Der Kelch dagegen, der in Delsberg ebenfalls als eine Reliquie des hl. Germanus gilt und bei Amweg als ein Stück des 7. Jahrhunderts figuriert, ist in Wirklichkeit ein Werk des vorgerückten 13. Jahrhunderts. Den Hauptanteil des Abschnitts über die Goldschmiedekunst bestreitet der Basler Münsterschatz, der wohl der Kathedrale des Sprengels gehörte, aber mit dem Jura eigentlich wenig zu tun hatte. Der Jura steuert jedoch ein paar wichtige Stücke bei: die sog. Murten-Monstranz von Pruntrut, gefertigt im Jahre 1477 von Johann Rutenzwig in Basel, auf einem freilich im 18. Jahrhundert erneuerten Fuß, die Monstranz aus Laufen, heute im Berner Historischen Museum, ein Werk des Andreas Rutenzwig, Johanns Sohn in Basel, aus dem Jahre 1508, die hübschen Monstranzen von Courrendlin und Courroux, zweifellos Basler Arbeiten, und die schöne Reliquienbüste eines unbekanntenen Meisters in der Kirche von St. Ursanne. Auch in späterer Zeit hat Basel den Hauptbedarf geliefert, daneben erschienen aber auch prächtige Augsburger Werke, wie der Stab des Bischofs von Basel, ein Geschenk der Bürger von Delsberg aus dem Jahre 1577. Manches Stück bleibt noch seiner Herkunft nach zu identifizieren: das Verzeichnis Amwegs und die Liste der Goldschmiede, die er gibt, wird eine solche Unternehmung bereits wesentlich erleichtern.

Es ist begreiflich, daß die Uhrmacherei im Jura einen breiten Raum

einnimmt. Ihr Ausgangspunkt ist zwar der Kanton Neuenburg, aber schon früh haben zum Teil Genfer und Neuenburger Künstler, zum Teil Einheimische in den Juratälern die später so berühmten Industrien begründet. Amweg hat sehr interessante Nachrichten gesammelt; sehr amüsant sind namentlich die Berichte über Jacques Frisard aus Villeret, der durch seine kunstvollen Dosen mit kleinen singenden Vögeln berühmt war. Wir mögen diese vielleicht heute als Spielerei empfinden, und doch sind solche Automaten ein alter, stets lebendiger Traum der Menschheit gewesen und hier in erstaunlicher Vollendung zur Wirklichkeit geworden.

Auf die Uhrmacherei folgt die Schmiedekunst mit den prachtvollen Gittern von Pruntrut und Bellelay, den Wirtshauschildern und den Grabkreuzen, die Gießerei mit den Waffeisen und den Kaminplatten, schließlich auch der Erzguß mit dem Taufbrunnen und Apothekermörser von Pruntrut, den Weihwasserkesseln von Delsberg und anderen schönen Gegenständen. Für den Zinguß kommt vor allem Biel in Betracht; Amweg publiziert außerdem die Marke eines bisher unbekanntes Zinngießers im Bistum. Basel ist durch die Kannen des Münsterschatzes aus dem 14. Jahrhundert, nicht aber durch die spätere, wichtige Produktion vertreten.

Die Töpferei ist namentlich in Bonfol, Cornol und Crémines zu Hause. Die Ofenkunst blühte in Neuenstadt, dank der Initiative der Landolt: ihre reich geformten, oft schön bemalten Öfen verdienen gewiß mehr als bisher bekannt und geschätzt zu sein.

Die Glasfabrikation spielt bis heute im Jura eine bedeutsame Rolle. Schöne Gefäße, zum Teil mit den Insignien des Fürstbischofs, zeugen noch heute auch von großer Formkunst der Glasarbeiter.

An mittelalterlichen Glasgemälden ist außer in Biel und in dem hier unberücksichtigt gelassenen Basel nichts mehr vorhanden. Dagegen besitzt der Jura noch eine Reihe interessanter Scheiben aus dem 16. Jahrhundert, zumal die des Schlosses Angenstein bei Basel, eine Stiftung des Fürstbischofs Melchior von Lichtenfels und einiger Stiftsherren aus dem Jahre 1552. Es ist eigentlich zu bedauern, daß Amweg nicht die Gelegenheit benutzt hat, sie abzubilden; das Landesmuseum besitzt gute Aufnahmen davon. Schöne Kabinetscheiben des 17. Jahrhunderts bergen die Kirchen von Orvin und Ligerz.

An die Glaser schließen sich die Emailleure, die hauptsächlich für die Uhrenindustrie tätig gewesen sind. Den Abschluß macht die Spitzenklöppelei, die einst, vor der Einführung der Uhrmacherkunst, von Neuenburg beeinflusst, in den Tälern von Saint-Imier, Tramelan und in den Freibergen geübt worden ist.

So stellt dieser zweite Band von Amweg ein eigentliches Nachschlagewerk für die Künste im Berner Jura dar. Es mag nach der Auffassung des Autors selbst noch mannigfach ergänzt werden. Gerade für die weitere Forschung wird es mit der Fülle seiner Angaben reiche Anregung geben.

Basel.

Hans Reinhardt.

D. L. GALBREATH, *Manuel du Blason*, Lausanne, éditions Spes, 1942, 352 p. in-8^o, ill.

En 1922, MM. Galbreath et de Vevey publiaient un petit manuel d'héraldique dont nous avons rendu compte ici même. Sous sa forme brève et plaisante il comportait l'essentiel du « noble sçavoir » et renfermait un véritable trésor iconographique de documents originaux bien identifiés. L'idée était bonne et la réussite dut être nette, puisque, vingt ans plus tard M. Galbreath réédite son œuvre, augmentée dans de larges proportions, mais développée et enrichie selon le plan initial. Rares sont les auteurs qui s'appliquèrent à ce recours continuels aux sources, si scrupuleux, si ingénieux et renouvelant autant le sujet.

Ce sujet lui-même mérite de garder sa place au soleil, comme un parterre orné d'une bien charmante floraison. D'instinct le public en juge sans doute ainsi, car loin de reléguer cette matière au seul rang de discipline accessoire, il la fait rentrer dans la vie courante par le moyen de mille objets quotidiens : chevalières, ex-libris, orfèvrerie gravée n'ont jamais eu plus de vogue et nul ne peut dessiner ou décrire une armoirie s'il ne possède de bonnes notions du blason ou un guide sûr dans cette voie. Ce petit livre sera le plus clair et le plus exact des guides.

Mais il y avait à faire plus et mieux que le catalogue et la classification méthodique des pièces et meubles héraldiques. La question de l'origine des armoiries a été souvent posée et résolue de façon plus ou moins arbitraire ou chimérique. M. Galbreath en avait tenté une explication en 1930 dans son *Handbüchlein der Heraldik* et ce texte « ayant trouvé un accueil encourageant auprès de nos érudits, nous nous permettons, dit-il, de répéter ici les hypothèses qui suivent ». Il était excellent en effet de réunir à son ouvrage en français ces chapitres très intéressants et neufs. D'après lui, il faut écarter d'emblée trois doctrines : « les armoiries ne nous sont pas venues de l'Orient, introduites en Europe par les Croisés ; elles n'ont pas d'attaches avec les runes des anciens Germains ; enfin, elles ne dérivent pas des emblèmes de ville et de famille des Romains » (p. 24).

Ce sont bien pourtant les croisades qui inaugurent l'emploi des armoiries au moyen âge, le besoin très normal, pour les chefs de ces troupes nombreuses et désordonnées, de se différencier d'une façon bien visible. Nous avons ici le témoignage d'un texte du XII^e siècle, celui du moine de Marmoutiers, J. Rapiçault. Les sceaux sont, avec les boucliers et les enseignes les premiers objets ornés régulièrement d'armoiries, et confèrent à celles-ci leur valeur de marque personnelle, puis dynastique ou familiale. Les tournois du XII^e siècle sont un second domaine où se systématise l'emploi des blasons, de même qu'ils sont à l'origine de ce mot (*blasen*). C'est l'écu qui s'y caractérise. Les bannières apportent aux armoiries « le lien avec le sol ». Chacune de ces catégories comporte une série de pièces ou d'ornements qui lui conviennent particulièrement : à l'écu, les pièces de renforcement, leur disposition en triangle, l'usage des métaux, des fourrures ; aux bannières, les

semis, les diaprés, certaines pièces honorables; aux sceaux enfin, toute sorte de meubles variés facilement reproduits par les matrices et la cire. Si bien qu'on voit parfois exister simultanément pour le même personnage différentes espèces d'armoiries selon l'usage qu'il en fait, puis, dans le crible international que sont les grandes expéditions guerrières des souverains et suzerains médiévaux, tout cela se trie et s'ordonne, et plus tard, au XIV^e siècle, les premiers armoriaux jetteront les bases de ce que les spécialistes appelleront « la vraie science ».

Depuis lors, par un curieux exemple de conservatisme presque liturgique, et aussi grâce à la parfaite mise au point des moyens employés, les objets et les termes n'ont presque plus varié. Le magasin des accessoires s'est enrichi, les armes des corporations, ont apparu et celles des communes; puis les armes bourgeoises, amplement pourvues par les marques de métier et qui abondent surtout en pays germaniques. Celles-ci, avec les armoiries paysannes, échappent souvent à une description rigoureuse et M. Galbreath se borne à les signaler. De même toutes les techniques, toutes les allusions onomastiques (armes parlantes) ont fourni leur part d'allégories. Sans avoir pu se livrer à leur propos à une enquête méthodique, M. Galbreath en donne pourtant maints exemples dans les six cent vingt-trois figures de son texte. Dans les circonstances difficiles que rencontrent actuellement l'imprimeur et l'éditeur d'un livre de ce genre, on ne peut qu'admirer la présentation de ce volume de vulgarisation bien comprise.

Genève.

Hélène Naef.

ANDRÉ DONNET, *Saint Bernard et les origines de l'hospice du Mont-Joux (Grand-St. Bernard)*. Oeuvre saint Augustin à St. Maurice, 1942, 160 p. in-8^o.

M. Donnet, archiviste de l'Etat du Valais, a obtenu le titre de docteur es lettres grâce à un beau travail sur les origines de ce qu'on appelle communément: le Grand St. Bernard. Cette étude posait de redoutables problèmes de critique dans un domaine où les difficultés abondent: l'hagiographie. M. Donnet a gagné la bataille des textes et il nous donne le résultat de ses recherches dans un livre d'une remarquable sobriété et d'une parfaite ordonnance.

Dans l'Introduction, M. Donnet résume l'histoire du célèbre col, depuis les temps préhistoriques jusque dans le haut moyen-âge. Toujours le col fut utilisé pour la circulation nord-sud (et l'inverse) et, à l'époque romaine déjà, il y avait un refuge, à mi-chemin entre Bourg-St-Pierre et le sommet. A la fin du VIII^e s. on constate l'existence d'un monastère-hôpital à l'endroit où sera construit Bourg-St-Pierre, et au début du XII^e s. des chartes attestent la présence sur le col d'un hospice, celui-là même qu'on fait remonter à saint Bernard. Voilà ce qui est sûr. Ce qui ne l'est pas et relève de la tradition ou de la légende, c'est l'attribution de cette fondation à un saint Bernard de Menthon, donc savoyard.

Qui était saint Bernard? Pour répondre à cette question, M. Donnet étudie les vies (*Vitae*) en partant des manuscrits, dont il fait la description et le classement; il s'arrête longuement à *la vie de saint Bernard par le soi-disant Richard de la Valdisère*, datée, à tort, du début du XI^e s. Richard fait le récit, devenu traditionnel et populaire, du saint Bernard né à Menthon (Hte Savoie), fuyant sa famille la veille de ses noces, entrant au chapitre d'Aoste, fondant, à la fin du X^e s. le monastère-hospice sur le Mont-Joux. M. Donnet n'a pas de peine à montrer que cette vie, tissée de lieux communs hagiographiques et farcie d'anachronismes et d'interpolations, doit être rejetée absolument. M. Donnet remarque, en particulier, qu'aucun document antérieur au XV^e s. ne réunit les noms de saint Bernard et de Menthon; on dit alors: saint Bernard du Mont-Joux, ou saint Bernard, simplement. En outre, le culte de saint Bernard n'est pas répandu, au moyen-âge, dans l'ancien diocèse de Genève. M. Donnet, en conclusion, déclare que la vie attribuée à Richard de la Valdisère « se présente comme une composition littéraire du XV^e s., qui a son origine en Savoie, à laquelle on ne peut pas donner créance » (p. 92). Il faut alors se rabattre sur les manuscrits de la tradition italienne. M. Donnet étudie, dans le chapitre 3, *le panégyrique de St. Gaudens de Novare*, source de cette tradition. Il convient de lire ce texte en se rappelant les lois du genre et en le contrôlant par des recoupements. M. Donnet croit pouvoir conclure de cette étude critique que saint Bernard était un noble, originaire de la vallée d'Aoste et archidiaque à Aoste (il est douteux qu'il fût prêtre). Il reste la question de l'hospice dont les vies italiennes ne parlent pas. De nombreuses chartes, dès le XII^e s., sources sûres, attestent l'existence de l'hospice au sommet du col, vers le milieu du XI^e s. Une communauté fut alors constituée; quelle en fut la règle? « On peut supposer avec beaucoup de vraisemblance que saint Bernard, lors de la fondation de l'hospice, réunit, pour en faire ses compagnons, quelques chanoines désireux de persévérer et de se perfectionner dans la vie régulière, — sans pour autant affirmer qu'il leur prescrivit la règle de saint Augustin. » (p. 121).

Dans un dernier chapitre, M. Donnet étudie le culte de saint Bernard, utilisant les documents liturgiques assez nombreux sur lesquels il a pu mettre la main: leçons, hymnes, oraisons, répons... En appendice, l'édition du *panégyrique de saint Bernard*, avec le prologue inédit, met sous les yeux du lecteur une pièce du vaste dossier réuni par M. Donnet.

Ainsi, les origines du fameux hospice sont éclairées selon une méthode rigoureusement scientifique en partant des sources, en appliquant à chaque document les règles de la critique et en établissant les références et les comparaisons nécessaires. Le résultat de ce travail d'élagage et de purification n'est pas ce qu'un vain peuple pourrait craindre: une légende réduite à rien, le passé vidé de sa beauté. Bien au contraire, nous pouvons aujourd'hui, grâce à M. Donnet, connaître de manière sûre l'histoire du col fameux et les origines de la maison hospitalière que le *Guide de pèlerin*

de St. Jacques de Compostelle appelait «une des trois colonnes nécessaires entre toutes au soutien des pauvres».

Genève.

Paul Rousset.

F. COGNASSO, *Tommaso I ed Amedeo IV*. 2 vol. 403 et 501 p. Collana storica sabauda. Paravia & C., Torino, 1940-XVIII.

Dans cette excellente collection consacrée aux «fastes glorieux de la maison de Savoie», M. Cognasso a déjà publié plusieurs volumes. Ceux-ci traitent de Thomas I^{er} et de son fils aîné, Amédée IV.

L'historien sait, au fond, peu de chose sur ces deux princes; aussi est-ce plutôt l'histoire du Piémont et celle des régions avoisinantes pendant la seconde moitié du XII^{ème} siècle et le début du XIII^{ème} que l'auteur nous raconte; histoire pleine d'intérêt: vie politique intense, lutte des cités les unes contre les autres, des communes naissantes contre les évêques ou les seigneurs féodaux, le tout au milieu de la guerre du Sacerdoce et de l'Empire.

«L'histoire de la maison de Savoie est faite d'efforts répétés et d'une longue patience», dit M. Cognasso à très juste titre et il nous montre ces princes cherchant à tirer parti des circonstances, tentant d'asseoir leur autorité dans ce Piémont, où ils n'ont encore aucun point d'appui solide. C'est l'époque aussi où Thomas s'installe dans le Pays de Vaud, grâce à une donation de Philippe de Souabe (1207), et où ses fils Aymon, puis Pierre y arrondissent peu à peu leur domaine. Et cela nous intéresse directement.

Cette histoire nous touche autrement encore: les circonstances politiques par lesquelles passe alors l'Italie du Nord offrent une ressemblance certaine avec celles que l'on rencontre en Suisse au même moment, mais elles sont beaucoup mieux connues; on y voit plus clairement s'y dérouler les événements, tandis que, dans notre pays, ceux-ci nous échappent souvent. Pour bien des problèmes difficiles, le spectacle de ce qui se passait au Piémont peut éclairer nos historiens: passage des droits comtaux aux évêques, lutte de ceux-ci contre la féodalité, naissance des communes et des villes neuves. L'attitude de Thomas de Savoie et de ses fils dans notre pays a été probablement dictée, dans bien des cas, par les expériences que ces princes avaient faites au Sud des Alpes.

L'effort des communes pour posséder l'exercice de la justice, ainsi à Verceil en 1243 (t. II, p. 244), est comme une préfiguration de la politique qui sera plus tard celle des cantons suisses.

La lecture de l'ouvrage de M. Cognasso est donc loin de nous être inutile; elle met sous nos yeux des mouvements analogues à ceux qui se produisent chez nous et elle nous aide à les comprendre. Ajoutons que ces livres se terminent par une bonne carte et de précieux tableaux généalogiques.

Lausanne.

Charles Gilliard.

Bienne-Bepet Arbitration, relating to disputes between the town of Bienne and the town clerk, John Seriant, and Benedict Bepet 1491—1504, by Dr. EMIL USTERI (Zurich). — *International Adjudications. Ancient Series*, vol. II. New York, Oxford University Press. 1936. 8°, 567 S.

Der vorliegende Band bildet einen Teil der umfassenden Sammlung der internationalen Schiedsgerichtsverträge aller Länder und Zeiten. Der Plan zu diesem Unternehmen war bereits zwei Jahre vor dem Weltkrieg 1914/18 durch die Carnegie-Stiftung für den Weltfrieden (Carnegie endowment for international peace) ausgearbeitet worden. Durch die nach dem Friedensschluß einsetzenden Bemühungen zur Herbeiführung von Schiedsgerichtsverträgen zwischen den Staaten hatte er neuen Antrieb erhalten. Im Jahre 1928 wurden zwei junge Schweizer für die Mitarbeit gewonnen, der Luzerner Dr. Siegfried Frey und der Zürcher Dr. Emil Usteri, von denen der erstere die Schiedsgerichtsverträge Oberitaliens, der letztere diejenigen der heutigen Schweiz zu sammeln hatte. Als dritter Mitarbeiter trat später Dr. Hans Waser hinzu, der für die Bearbeitung des Materials in Südfrankreich ausersehen war.

Es zeugt von gründlicher Unkenntnis der europäischen Verhältnisse, daß die amerikanischen Leiter des Sammelwerkes eine vollständige Wiedergabe aller noch vorhandenen Schiedsgerichtsverträge in Aussicht nahmen, wobei diese zudem neben der Originalsprache in englischer Übersetzung publiziert werden sollten. Das Unternehmen geriet ins Uferlose, und als sich die Krise in den Vereinigten Staaten auch auf die Mittel der Carnegie-Stiftung ausdehnte, wurde die Weiterarbeit ganz einfach sistiert. Die vielen Tausende von Abschriften der schweizerischen Mitarbeiter, die Frucht jahrelanger Sammeltätigkeit, liegen in den Schubladen der Carnegie-Stiftung begraben. Wie viele von den teilweise druckfertigen Manuskripten später durch den Druck weitem Kreisen zugänglich gemacht werden können, kann wohl erst nach Rückkehr normaler Zeitverhältnisse entschieden werden.

Von der ältern, bis zur Gründung der Unabhängigkeit der Vereinigten Staaten von Amerika reichenden Serie ist einzig der von Emil Usteri bearbeitete Band im Druck herausgekommen. Die 267 abgedruckten Dokumente betreffen einen Rechtshandel der Stadt Biel und ihres Stadtschreibers Joh. Seriant mit dem Stadtbürger Benedikt Bepet, der sich während 13 Jahren hinstellte, wobei dank der Hartnäckigkeit Bepets und seiner Art, seinen Standpunkt mit Drohungen und Gewaltakten zu vertreten, immer wieder neue Prozesse entstanden. Den ganzen Handel hat in Umrissen C. A. Blösch in seiner Geschichte der Stadt Biel (1855/56) in Band II, S. 30—47, dargestellt.

Die Bedeutung der Publikation Usteris liegt nicht im sachlichen Inhalt der Aktenstücke — es handelt sich um einen Verleumdungshandel persönlicher Natur — sondern im Umstande, daß an Hand der Aktenstücke ein gründlicher Einblick in das Gerichtswesen des ausgehenden 15. Jahrhunderts

mit allen seinen Formalitäten gewonnen werden kann, vor allem in das schiedsgerichtliche Verfahren. Der Handel wurde nämlich nicht nur vor die Gerichte Biels, sondern in einem gewissen Stadium vor französische Instanzen in Burgund und sogar vor das deutsche Kaiserliche Kammergericht gezogen und schließlich, als die ordentlichen Gerichte versagten, durch Schiedsgerichte der Städte Bern, Solothurn und Freiburg aus der Welt geschafft. Für den Rechtshistoriker bedeutet daher der Band eine wertvolle und ergiebige Fundgrube.

Z o l l i k o n.

H a n s N a b h o l z.

Zwingli-Hauptschriften, bearbeitet von Prof. Dr. Fritz Blanke, Prof. Dr. Oskar Farner, Pfr. Dr. Rudolf Pfister; 3. Band: Zwingli, der Theologe, I. Teil; IX und 189 S.; mit 3 Abbildungen; im Zwingli-Verlag Zürich, 1941.

In verdienstvoller Weise veranstaltet der Zwingli-Verlag in Zürich eine Volksausgabe der Hauptschriften Zwinglis. Die zwei ersten Bändchen sind dem Prediger Zwingli gewidmet. Nun kommt der Theologe Zwingli an die Reihe. Das vorliegende Bändchen enthält die erste Hälfte des «Kommentars über die wahre und falsche Religion», der großen theologischen Auseinandersetzung mit dem römischen Katholizismus, die Zwingli im Jahre 1525 in lateinischer Sprache an die Gebildeten der romanischen Länder gerichtet und König Franz I. von Frankreich gewidmet hat. Es ist das erste Mal, daß dieses geistesgewaltige Werk ungekürzt in deutscher Sprache erscheint. Die mühevollen Arbeit der Übersetzung verdanken wir Fritz Blanke. Auch die Einleitung und die wertvollen Anmerkungen stammen aus seiner Feder. Wenn es sich auch um eine Volksausgabe handelt, so ist doch der wissenschaftliche Charakter auch dieses Bändchens vollkommen gewahrt. Wir hoffen, daß es dem Verlag und den Herausgebern vergönnt sein werde, das Unternehmen ungehindert weiter und zu Ende zu führen.

B a s e l.

E r n s t S t a e h e l i n.

PAUL ROTH: *Durchbruch und Festsetzung der Reformation in Basel*. Bd. 8 der «Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft»; 111 S.; bei Helbing und Lichtenhahn in Basel, 1942.

Seit 1921 erscheint die großangelegte «Aktensammlung zur Geschichte der Basler Reformation in den Jahren 1519 bis Anfang 1534». Der erste Band war von Emil Dürr herausgegeben, der zweite von Emil Dürr und Paul Roth gemeinsam; seit dem Tode Dürrs führt Roth das Werk allein weiter; gegenwärtig ist es bis zum vierten Band gediehen; er bringt die Akten bis zum 28. September 1530. Somit liegen also die Akten des eigentlichen Reformationsjahres 1529 vollständig im Druck vor.

Das gibt dem Herausgeber Paul Roth Anlaß, das Aktenmaterial dieses entscheidenden Jahres zu einer «Darstellung der Politik der Stadt Basel im Jahre 1529 auf Grund der öffentlichen Akten», wie der Untertitel der zur Anzeige vorliegenden Schrift lautet, zu verarbeiten und dabei besonders

die durch die Publikation der Akten neu erschlossenen Erkenntnisse herauszuheben.

Nachdem das erste Kapitel die Entwicklung der Basler Reformation bis zur Umwälzung im Februar 1529 kurz rekapituliert hat, schildert das zweite die Unterdrückung und Vertreibung der alten Kirche. Über die neue Verfassung vom 18. Februar 1529 sagt Roth mit Recht: «Diese von Stadtschreiber Caspar Schaller unterschriebene Verfassung, die an Stelle der im Jahre 1521 in Kraft erwachsenen trat, trug ... den während der vorausgegangenen stürmischen Tage laut gewordenen Begehren nach einer stärkeren Demokratisierung des öffentlichen Wesens nur zu einem Teile Rechnung; das Verlangen, daß der ganze Große Rat den Kleinen Rat wähle und die Gesamtheit der Zunftgenossen ihre Meister und Sechser, blieb unerfüllt; es erschien, nachdem die Hauptsache, der Durchbruch der Reformation, erreicht war, als nicht mehr dringlich und wurde fallen gelassen.» Eine umfassende Rolle spielen in den Akten des Jahres 1529 sodann die Flucht des Domkapitels und seine Bemühungen, mit Hilfe von Kaiser und Reich wieder in seine verlorene Stellung eingesetzt zu werden, so daß die Basler Reformation «eine Angelegenheit der allgemeinen Reichspolitik» wurde; doch blieb der Erfolg aus, und das Domkapitel kehrte nicht mehr nach Basel zurück; nachdem es zuerst nach Neuenburg a. Rh. geflohen war, siedelte es im Mai 1529 nach Freiburg i. Br. über und erhielt das dortige Münster als Stiftskirche zugewiesen.

Das dritte Kapitel umreißt die Grundlegung der neuen Kirche. Im Grunde geht es allerdings um mehr als um die Kirche, es geht um die Neubegründung des ganzen Gemeinwesens in allen seinen Teilen, in Kirche, Schule, öffentlicher Sittlichkeit usw. So sagt Roth in Beziehung auf die Reformationsordnung vom 1. April 1529: «In dem Verfassungswerk als Ganzem sind die an sich verschiedenartigen Gedanken und Strömungen einer Reinigung der Kirche und ihres inneren Aufbaus sowie ihrer Verbundenheit mit dem Staat miteinander verschmolzen; nicht nur faktisch-institutionell, sondern auch ideell erstet diese Einheit; der Staat will ein christlicher Staat sein und nur regieren zur Ehre Gottes; aber die Kirche hat sich in ihrer Organisation als Verwaltungseinheit wie jede andere Korporation der Staatsgewalt unterzuordnen; eine Unterscheidung dessen, was rein kirchlich ist und was staatlich, ist bei dieser Form des Staatskirchentums kaum mehr möglich; die oberste Instanz bleibt der Rat, der aber bereit ist, sich durch die Geistlichkeit nach der Heiligen Schrift belehren zu lassen.» Im einzelnen behandelt Roth die Neuordnung der Kirchgemeinden, die Entstehung der Tauf- und Trauregister, die Einrichtung des Ehegerichtes, die Institution der Synode, die Abwehr der Täufer, die Übernahme des Kirchengutes.

Im vierten Kapitel «Die religiöse und politische Entwicklung nach dem Durchbruch der Reformation» ist zunächst die Rede von der Aufnahme der Reformation beim Volke. Dazu bieten die Akten reichstes Material. Was für Stimmungen etwa umgingen, zeigt die Drohung des Schlossers und

Uhrenmachers Lienhard Steinmüller, man sollte den Predikanten von St. Martin einmal an seiner langen Nase fassen und in gleicher Weise schleifen, wie man den Herrgott auf Burg geschleift habe. Weiterhin ist die Rede von der Politik des Rates gegenüber dem Klerus der alten Kirche, schließlich dann von der äußern Politik der Stadt, vom Burgrecht mit Zürich und Bern, von der großen militärischen Aufrüstung im April 1529, vom Burgrecht mit Biel und Mülhausen, vom Burgrecht mit Straßburg. Beim letztern spielte die Rangfrage eine große Rolle, indem Straßburg mit Rücksicht auf seine Stellung im Reich verlangte, an der Spitze der Kontrahenten genannt zu werden; schließlich einigte man sich, zwei Bänke, je einen für die Schweizer Städte und einen für Straßburg, zu schaffen.

Seine Schlußbetrachtung schließt Roth mit den Worten: «Den Prozeß der Festsetzung der Reformation nach ihrem Durchbruch im Februar 1529 gebührend zu würdigen, ist von der Basler und der allgemeinen Geschichtsschreibung fast allzu lange vernachlässigt worden; ihn als einen Bestandteil der Politik der Stadt zu erfassen, waren wir mit der vorliegenden Arbeit vorzüglich bestrebt; er hat das Antlitz Basels auf Jahrhunderte hinaus gezeichnet und festgelegt.»

Wir danken dem Verfasser für seine wertvolle Gabe und hoffen, daß es ihm gegeben sei, nach Abschluß des ganzen Aktenwerkes, auch die noch unbekanntenen Jahre 1530 bis 1534 in ähnlicher Weise einem weitem Kreise zu erschließen.

B a s e l.

E r n s t S t a e h e l i n.

ARMIN BOLLINGER, *Die Zürcher Landschaft an der Wende des 18. Jahrhunderts.* (Nach Berichten der ascetischen Gesellschaft.) Diss. Zürich 1941. 118 S.

Es liegen schon einige Arbeiten über die kulturellen und sozialen Zustände des Kantons Zürich im 18. Jahrhundert vor. Es sei vor allem erinnert an die Arbeiten von Hedwig Strehler (Kulturgeschichtliche Bilder aus dem 17. und 18. Jahrhundert, Zürcher Taschenbuch 1935, und Beiträge zur Kulturgeschichte der Zürcher Landschaft, Kirche und Schule im 17. und 18. Jahrhundert, Lachen 1934) und Hans Wehrli über die landwirtschaftlichen Zustände (Neujahrsblatt zum Besten des Waisenhauses 1932), sowie die verschiedenen Arbeiten von Emil Stauber. Die vorliegende Schrift bildet hiezu einen besonders wertvollen Beitrag, weil sie sich auf bisher nicht benützte Quellen stützt und sie mit großer Sorgfalt ausschöpft. Die ascetische Gesellschaft gehört zu jenen Vereinigungen des 18. Jahrhunderts, in der sich Männer zusammenfanden, die die herrschenden Zustände, soweit es öffentlich möglich war, einer Kritik unterzogen und nach neuen Wegen im Geiste der Aufklärung suchten. Die Berichte der Pfarrer auf der Landschaft über die ökonomischen, sittlichen und sozialen Zustände geben im ganzen ein zutreffendes Bild, weil der Pfarrer, wie der Verfasser richtig bemerkt, infolge seiner engen Verbundenheit mit den Dorfbewohnern nicht in die idealisierende Betrachtung des Landlebens verfiel wie andere Städter.

Einem Überblick über die ascetische Gesellschaft und ihren Wirkungskreis folgt im zweiten Teil die Darstellung des Lebens auf dem Dorf, wobei der Verfasser seine Ausführungen mit interessanten Zitaten aus Berichten von Mitgliedern der Gesellschaft untermauern kann. Hervorheben möchten wir etwa die Angaben über die sehr stark schwankenden Vermögensverhältnisse der Bauern. Neben den ärmern Kreisen, die sich hauptsächlich aus den Tauern zusammensetzten, brachten es nicht wenige Landbewohner auf Vermögen von 20—30 000 Gulden und mehr. Zur Ergänzung dieser Angaben wäre etwa auf die Inventare des Schirmvogteiamtes für einzelne Familien hinzuweisen. Mit viel Geschick stellt der Verfasser sodann das Eindringen der Industrie auf der Landschaft dar. Er bleibt nicht bei einem Tatsachenbericht stehen, sondern hat auch die Ursachen der durch sie geschaffenen Wandlungen richtig im Durchsetzen des Individuums gegenüber der hergebrachten Gemeinschaft erkannt. Der dritte Teil befaßt sich mit der Volksgesundheit und enthüllt die Schwierigkeiten, die ihrer Hebung im Wege standen. Unwissenheit und Aberglaube waren die Gegner der ernsthaften Ärzte. Daß es beim Kampf, der hier ausgefochten wurde, letztendlich ebenfalls oft um das «Prinzip einer Weltanschauung» ging, stellt der Verfasser zutreffend fest. Sorgfältige Verwertung der Quellen, gedankliches Durchdringen des Stoffes und anregende Darstellungsweise machen die Arbeit zu einer erfreulichen Leistung.

Zürich.

Paul Käui.

ANNEMARIE HUNZIKER, *Der Landammann der Schweiz in der Mediation 1803—1813*. Diss. der phil. Fakultät I der Universität Zürich, 1942. Broch. VII u. 135 S. u. 5 S. Quellenverzeichnis. Schulthess & Co., Zürich.

Die Arbeit, so entnehmen wir dem Vorwort, soll bewußt das Gegenstück bilden zu der juristischen Dissertation von Rich. Hagnauer: *Der Landammann der Schweiz in der Vermittlungsakte*. Begreiflicherweise konnte aber die Verfasserin ohne einen Abriß der verfassungsrechtlichen Grundlagen der Schweiz in der Mediationszeit nicht auskommen, was ein ansehnliches Stück ihrer Arbeit beansprucht. So zeichnet Teil I bis III den Übergang von der Helvetik zur Mediation, die Mediationsakte selbst und das Institut des Landammanns in derselben. Dann erst kommt die Verfasserin zu ihrer eigentlichen These, in der sie uns nun im IV. Abschnitt die acht Landammänner im Überblick zeigt, um schließlich mit sichtlicher innerer Anteilnahme die drei führenden Persönlichkeiten, Louis Auguste d'Affry, Niklaus Rudolf v. Wattenwyl und Hans v. Reinhard auf Grund ihres eingehenden Quellenstudiums zu würdigen und zu vergleichen (Abschnitt V). Der VI. Teil beschäftigt sich abschließend mit der tatsächlichen Bedeutung des Landammanns in der Mediation.

Die Anordnung des Stoffes, so gut sie im Einzelnen ist, nötigt die Verfasserin allzu häufig zu Wiederholungen von bereits Gesagtem, was auch aus den zahlreichen Verweisungen in den Fußnoten hervorgeht. Ihre Wert-

urteile über die von ihr porträtierten Persönlichkeiten lassen manchmal an Schärfe nichts zu wünschen übrig und schießen meines Erachtens, wenn auch mehr der Formulierung als der Sache nach, über die Gepflogenheiten historischer Berichterstattung hinaus, klingen hart und allzu subjektiv.

Ein Quellenverzeichnis, das sorgfältiges Eindringen in den weitschichtigen Stoff verrät, beschließt die saubere und fleißige Arbeit, deren Reiz auch darin besteht, daß allerhand Materialien aus Privatarchiven Verwendung gefunden haben.

Basel.

Albert Matzinger.

GEORG HOFFMANN, *Die venezianische Frage zwischen den Feldzügen von 1859 und 1866*. Schweizer Studien zur Geschichtswissenschaft, XX. Bd., Heft 2. Verlag A.-G. Gebr. Leemann & Co., Zürich, 1941.

Mit der Behandlung der venezianischen Frage in der Zeit von 1859 und 1866 greift der Verfasser ein interessantes und lehrreiches Kapitel aus der diplomatischen Geschichte Europas im 19. Jahrhundert heraus.

Die diplomatische Auseinandersetzung um die Frage: kann Venedig von Österreich auf die Dauer gehalten werden, nachdem ihm die Lombardei entglitten und damit das Gebilde des lombardo-venezianischen Königreichs zerschlagen ist, stellt, wie der Verfasser in der Einleitung selbst erklärt, « ein Stück italienische Erhebung und zugleich einen Abschnitt österreichischer Entblätterungsgeschichte » dar.

Die Untersuchung gibt uns ein eindrückliches, durch viele Zitate aus dem Munde oder aus der Feder der handelnden Staatsmänner bereichertes Bild davon, wie die Kanzleien der europäischen Hauptmächte auf das hinter der Frage Venedig stehende Problem des italienischen Nationalismus und der Erhaltung von Alt-Österreich reagiert haben. Zusammenfassend charakterisiert der Autor die Haltung der Mächte folgendermaßen: « Rußland war an der venezianischen Frage nicht interessiert. Die Westmächte wünschten den Anschluß Venetiens an Italien. Dabei setzte sich England dauernd für die friedliche Lösung ein, während Napoleon III. in der letzten Spanne der Entwicklung der kriegerischen Auseinandersetzung den Vorzug gab. Einzig Preußen-Deutschland begünstigte eine Zeitlang die Aufrechterhaltung der österreichischen Herrschaft in Venedig, ohne indessen Einsatzbereitschaft zu zeigen. Unter Bismarck hat Preußen schließlich gegen Österreich und sogar für die kriegerische Lösung entscheidend gearbeitet » (S. 22).

Am Falle Venedig wird das tragische Schicksal Österreichs, die « Entblätterung » einer Großmacht besonders deutlich. Man wird unwillkürlich an die Verhandlungen 1914/15 betreffend das Süd-Tirol und die Adriaküstenstützpunkte erinnert, deren Zession Österreich ja auch wie die Hingabe Venedigs vor der Gefahr eines Zweifrontenkrieges retten sollte und die ebenfalls wie im früheren Falle auf dem Papier in letzter Minute (mit Vorbehalten und Einschränkungen) zustande gekommen war, das Unheil aber nicht abzuwenden vermochte, weil die dynamische italienische Politik

sich damit nicht zufrieden gab. Beide Male waren es preußische Staatsmänner — Bismarck, v. Bülow —, die schließlich Österreich dazu brachten, die Hingabe eigenen Staatsgebietes zugunsten Italiens zuzugestehen, weil der Norden die Allianz mit Italien nötig zu haben glaubte. Und beide Male erwies sich sowohl der Versuch Österreichs, das Opfer zu vermeiden wie die Bereitschaft, es zu bringen, für die Erhaltung Alt-Österreichs als gleich wirkungslos.

Schön kommt das Ethos der zwei einander entgegenstehenden politischen Welten zum Ausdruck, wenn wir hören, es sei Cavours Überzeugung gewesen, «daß die preußische Regierung sich im entscheidenden Augenblick nicht auf die Seite derjenigen stellen werde, die glauben, den Lauf der Geschichte wenden zu können» (S. 77), während der Leiter der österreichischen Außenpolitik, Graf Rechberg, äußerte: «Das europäische Gleichgewicht, welches als die Garantie aller gegen die Übergriffe des Einzelnen definiert wurde, ist ein toter Buchstabe geworden: nur das Recht des Stärkeren gilt noch; es herrscht in Europa internationale Anarchie!» (S. 67).

Hoffmanns gut aufgebaute Untersuchung zeigt, welch reiche Ausbeute aus dem Studium der im letzten Jahrzehnt veröffentlichten Quellensammlungen zur deutschen Politik Österreichs (herausgegeben von H. v. Srbik) und zur auswärtigen Politik Preußens (herausgegeben von der historischen Reichskommission) gewonnen werden kann. Diese Aktensammlungen hat der Verfasser durch Benützung ungedruckter Quellen (leider ohne nähere Angabe) des Haus-, Hof- und Staatsarchivs in Wien ergänzt.

Zürich.

Max Silberschmidt.

EMIL WÄCHTER, *Der Prestigegeanke in der deutschen Politik von 1890—1914*. Berner Untersuchungen zur Allgemeinen Geschichte, Heft 11, 250 Seiten, 1941, Verlag H. R. Sauerländer & Co., Aarau.

Wie der Titel besagt, unternimmt es der Verfasser, die deutsche Außenpolitik der wilhelminischen Zeit auf ihren «Prestigegehalt» zu prüfen, eine naturwissenschaftliche Methode, die, wenn sie von einer bewährten Schule wie die Werner Näfs ausgeht, in der Geschichtswissenschaft zu begrüßen ist. Der Mangel an methodischer Institutsforschung auf dem Gebiet der neueren Geschichte ist ja schon oft empfunden worden. Die Forscher haben im allgemeinen den künstlerischen Ehrgeiz nach abgerundeter Darstellung und scheuen die Einseitigkeit solcher Untersuchung, welche sie zwingt, am Mikroskop nur einem bestimmten Erreger nachzuspüren. Die Schwierigkeit der Übertragung naturwissenschaftlicher Methoden auf die Geschichtswissenschaft bringt es mit sich, daß auch diese bewußt beschränkten Untersuchungen oft über den gesteckten Rahmen hinausgreifen und Gesamtdarstellungen geben wollen, die dann naturgemäß einseitig sind. Auch Emil Wächter hat sich bei seinen reichen darstellerischen Fähigkeiten begreiflicherweise dieser Versuchung nicht ganz entziehen können. Selbst innerhalb seiner Zielsetzung ist er wohl in der Jagd auf Prestigemomente

etwas zu weit gegangen und hat als Prestigepolitik gestempelt, was nicht unbedingt unter dieser Etikette gefaßt werden kann.

Das Zeitalter des Imperialismus mit seiner regen und national empfindenden öffentlichen Meinung hat zweifellos der Prestigepolitik großen Raum gewährt, und es ist begreiflich, daß gerade das deutsche Reich als junge Großmacht besonders auf seine Geltung bedacht war. Ebenso ist bekannt, wie Wilhelm II., ein echtes Kind seiner Zeit, mehr als andere Herrscher dem Prestigebedürfnis nachzugeben pflegte, was vor allem in der *Ostasienpolitik* zum Ausdruck kam. Man kann leicht nachrechnen, daß der größte Teil des bescheidenen deutschen Kolonialreiches bereits in Bismarckscher Zeit gewonnen wurde, während später, wo so viel von Weltpolitik die Rede war, eigentlich sehr wenig mehr erreicht werden konnte. Indessen wird man der deutschen Politik der nachbismarckschen Zeit nicht gerecht, wenn man einfach den Maßstab Bismarcks anlegt oder gar die ganze Entwicklung von der bekannten Katastrophe des Weltkriegs aus betrachtet. Bismarck war der kluge und vor allem unerhört kühne Schöpfer des Reiches. Nach seinen unglaublichen Erfolgen sah er klar, wie das spät und gewaltsam gebildete Reich der Mitte allenthalben mißgünstig betrachtet wurde. Er war sich bewußt, bis an die äußerste Grenze des Tragbaren gegangen zu sein und erkannte, was später Bülow neu formulierte, daß das deutsche Reich schon von Natur eingekreist war, «daß Millionen Bajonnette ihre polare Richtung nach dem Herzen Europas haben». Um jedes weitere Steigen feindseliger Stimmung bei den Mächten zu verhindern, um «Blut und Eisen» möglichst rasch in Vergessenheit geraten zu lassen, hat Bismarck das deutsche Reich für gesättigt erklärt. Er tat mehr; er suchte als «ehrlicher Makler» den andern Mächten Gewinne zuzuhalten, um ihre Aufmerksamkeit von der neuen deutschen Machtstellung abzulenken. Und er ging besonders dem geschlagenen Frankreich gegenüber in dieser Hinsicht erstaunlich weit. Zwei Jahrzehnte hindurch mühte sich Reichskanzler Bismarck mit einer vorsichtigen Friedenspolitik. Trotzdem gelang es ihm nicht, die Welt mit der Existenz eines starken deutschen Reiches zu versöhnen. Er wurde vom «cauchemar des coalitions» gefoltert und hinterließ das Reich außenpolitisch keineswegs gesichert. Es bestand ein fein ausbalanciertes Bündnissystem, das der politisch unerfahrene Nachfolger nicht zu handhaben gewillt war. Die Tragödie des großen Kanzlers, der Eindruck vom «Lotsen, der das Schiff verläßt», beherrscht heute noch unsere Vorstellung von der deutschen Politik. Die unqualifizierbare Art der Entlassung des verdienten Mannes wirkt schockartig weiter. Aber man muß sich darüber klar sein, daß dieser Lotse ohnehin nicht mehr lange hätte an Bord bleiben können und daß niemand imstande war, sein internationales Ansehen zu ersetzen. Fortführung Bismarckscher Politik ohne Bismarck ist aber wohl eine trügerische Vorstellung.

Gewiß sind viele Fehler von den Nachfolgern begangen worden. Aber man darf die Bedeutung dieser Fehler angesichts der elementaren Gewalten, die gegen Deutschland arbeiteten, nicht überschätzen. Es ist zum Beispiel we-

nig wahrscheinlich, daß bei Fortdauer des Rückversicherungsvertrages die russische Regierung in der Lage gewesen wäre, entgegen der mächtigen deutschfeindlichen panslawistischen Strömung auf Berlin Rücksicht zu nehmen. Auf keinen Fall ist die Nichterneuerung des Rückversicherungsvertrages, wie Wächter annimmt, mit Prestigegegedanken zu erklären. Der Vertrag wurde preisgegeben, weil die Generäle Caprivi und Schweinitz seinen Widerspruch zum österreichischen und namentlich zum rumänischen Bündnis für untragbar hielten. Den Ausschlag gab bei den Besprechungen mit dem Kaiser der Petersburger Botschafter von Schweinitz, der weit davon entfernt war, Prestigepolitiker zu sein. Seine Auffassung vom neuen Kurs kommt deutlich in der Feststellung zum Ausdruck: «Ich sah überhaupt ein, daß es gefährlich sei, unter den veränderten Verhältnissen eine so auf Schrauben gestellte Politik fortzuführen, wie es diejenige war, durch welche Fürst Bismarck Rußlands Minen auf allen Seiten abgegraben hatte.» (Schweinitz, II, 404.) Wie man auch die Bedeutung des Rückversicherungsvertrages einschätzen mag, auf jeden Fall war es später ausgeschlossen, eine Änderung der russischen Politik herbeizuführen, nachdem einmal die französische Finanzierung der russischen Aufrüstung eingesetzt hatte.

Was nun das Verhältnis Deutschlands zu den Westmächten betrifft, so ist zweifellos richtig, daß die Politik der Wilhelmstraße besonders in der Marokkofrage unglücklich war und sicher von Prestigeüberlegungen belastet. Hinter dem Prestigegegedanken stand aber der berechtigte Wunsch nach Anteil an der Aufteilung Afrikas. Deutschland hatte zur Zeit seiner größten kolonialen Ausdehnung ein Kolonialreich von wenig über 13 Millionen Einwohnern. Wenn man der Sache gerecht werden will, muß man die Frage aufwerfen, worin denn die deutsche Realpolitik hätte bestehen sollen. Und man wird un schwer zu der Erkenntnis kommen: im Verzicht. Verzicht auf weitere koloniale Ausdehnung, Verzicht auf die Flotte, ja sogar, wie der Verfasser geltend machte, Verzicht auf Elsaß-Lothringen. Dann hätte man keinen Anstoß erregt. Aber eine solche Politik war für eine Großmacht schlechterdings untragbar. Man darf nicht einfach den Maßstab von Versailles anlegen und sagen: All dies Elend hätte sich vermeiden lassen, wenn die deutsche Politik immer brav auf dem Standpunkt der Sättigung stehen geblieben wäre. Das entspricht nicht den dynamischen Gesetzen der großen Politik. Es ist meines Erachtens auch nicht zulässig, die deutsche Flottenpolitik nur aus der tragischen Perspektive von Scapa Flow zu betrachten. Man wird Tirpitz, dem bedeutendsten Manne der wilhelminischen Ära, nicht gerecht, wenn man in ihm den Prestigepolitiker sieht. Tirpitz wollte eine starke Schlachtflotte in der Nordsee haben zur Verteidigung gegen England. «Was wir anstrebten, war, so stark zu sein, daß auch für die gewaltige Übermacht der englischen Flotte das Anbinden mit uns ein gewisses Wagnis bedeuten sollte. Hierin lag die politische Defensive ebenso wie der taktische Wille zur Schlacht in einem Verteidigungskrieg.» (Tirpitz, 106.) Die deutsche Flotte war bei Kriegs-

beginn halb so stark wie die englische. Die Seeaufrüstung zeigt sich keineswegs als eine reine Prestigesache, sondern als Ergänzung der Landstreitkräfte. Unter einer energischen zielbewußten Regierung wie die Preußens zur Konfliktzeit hätten die Seerüstungen zweifellos eine gesündere Entwicklung genommen. Aber eine Parade flotte ist die deutsche Kriegsflotte trotz der oft ungeschickten Aufführung des Kaisers sicher nicht gewesen.

Bei der Lektüre von Wächters Buch, das an Hand der diplomatischen Akten des auswärtigen Amtes gründlich und gewandt geschrieben ist, darf man jedenfalls nie außer acht lassen, daß es nirgends so schwer war, Außenpolitik zu machen wie an der Wilhelmstraße und daß im Grunde genommen alle die zahlreichen Fehler zurücktreten hinter der Tatsache, daß die Welt sich mit einem starken deutschen Reiche nicht abfinden wollte.

Zürich.

Georg Hoffmann.

Mitteilungen. — Communications.

Correspondance de Vinet.

La Société d'édition Vinet se propose de joindre aux ouvrages de notre grand penseur, qu'elle a publiés ou qu'elle publiera, un recueil de sa correspondance. Les Archives Vinet à Lausanne ont réuni, au cours des années, plus de 1800 lettres de l'écrivain vaudois, en original ou en copie. Mais d'autres lettres sont demeurées sans doute aux mains des descendants de leurs destinataires. Si ceux-ci ont l'obligeance de les communiquer, ils sont priés d'en avertir M. Ph. Daulte, professeur (Bd. de Grancy 7, Lausanne), président de la Société Vinet à Lausanne, ou M. Pierre Kohler, professeur à Berne (La Moraine, Muri-Berne). — La merveilleuse richesse de l'âme de Vinet se manifeste tout entière dans sa correspondance. On y trouve par surcroît un commentaire continu des événements de son temps, dont il a été le témoin souvent passionné. Il faut espérer que le public pourra, sans trop tarder, prendre connaissance de ce document historique et moral de premier ordre, sinon dans un recueil complet, du moins dans un choix largement établi.

Eingänge von Büchern zur Besprechung

(bis 10. Februar 1943).

Livres reçus pour comptes rendus

(jusqu'au 10 février 1943).

Alville: La vie en Suisse de S. A. I. la Grande-Duchesse Anna Féodorovna née Princesse de Saxe-Cobourg-Saalfeld. 282 S. Lausanne 1942, Librairie F. Rouge & Cie. S. A.

Amweg, Gustave: Histoire populaire du Jura bernois. (Ancien Evêché de Bâle.) Avec 141 illustrations dans le texte, des cartes, planches en couleurs et en noir hors texte. 296 p. Porrentruy 1942, Imprimerie du « Jura » S. A. En vente chez l'auteur.